Japon : première évaluation des universités nationales après l'autonomie

Jun Oba

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/861>
DOI : 10.4000/ries.861
ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010
Pagination : 14-16
ISBN : 978-2-8542-583-1
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jun Oba, « Japon : première évaluation des universités nationales après l'autonomie », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 55 | décembre 2010, mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/861> ; DOI : 10.4000/ries.861

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

Japon : première évaluation des universités nationales après l'autonomie

Jun Oba

- 1 En avril 2004, les universités nationales, qui étaient un service du MEXT (ministère chargé de l'éducation), ont été constituées en établissements autonomes de droit public (institutions universitaires nationales : IUN). Désormais, les IUN jouissent d'une autonomie élargie, notamment en matière d'utilisation des ressources financières, de gestion du personnel et d'organisation structurelle. La dotation de l'État (fonds généraux) est allouée sous forme d'enveloppe globalisée dans le cadre des objectifs et des plans à moyen terme (OMT et PMT) dont la durée est de six ans, définis respectivement par le MEXT et par chaque IUN. De ce fait, les IUN sont censées développer leurs stratégies et prendre l'initiative de manière plus pertinente et efficace pour une meilleure qualité de l'enseignement et de la recherche, et pour mieux répondre ainsi aux besoins de la société.
- 2 Les changements survenus dans les universités nationales après la réforme en matière d'enseignement-recherche et d'administration sont perceptibles. En effet, les universités ont privilégié certains programmes franchissant les frontières disciplinaires, afin de mieux répondre aux besoins de la société et de renforcer l'excellence scientifique. Dans nombre d'universités, une grande partie des moyens discrétionnaires du président a été utilisée pour développer les démarches interdisciplinaires dépassant les structures existantes. En outre, les IUN ont développé des systèmes d'évaluation et d'audit internes. La plupart des IUN ont mis en place ou commencé à étudier un système d'évaluation des enseignants. Sur le plan de la relation avec la société, les IUN ont promu diverses collaborations avec des collectivités locales et des entreprises. Entre 2001 et 2007, les revenus provenant de la recherche conjointe et de la recherche contractuelle ont augmenté respectivement de 3,0 fois et de 3,6 fois. Les IUN ont également vu leurs revenus en provenance de brevets progresser de 177 % pour la même période. En outre, nombre de TLO (*technology licensing office*) ont été créés au sein d'IUN ou en dehors en collaboration avec d'autres entités locales.

- 3 De 2008 à 2009, en préparation de nouveaux OMT/PMT (2010-2016), les IUN ont été institutionnellement évaluées pour la première fois par le comité d'évaluation du MEXT (CEIUN). Le rapport d'évaluation estime que, de manière globale, les IUN ont convenablement mis en œuvre les PMT et qu'en particulier, concernant l'enseignement et la recherche, elles ont rempli leur rôle en tant qu'institutions supportées essentiellement par les finances publiques. Il ajoute que les IUN se sont activement engagées dans la modernisation administrative. Concernant l'enseignement et la recherche, les IUN ont obtenu un résultat « excellent », « satisfaisant » ou « correct » et il n'y a eu aucun résultat « insuffisant » ou « faible ». Concernant l'administration, la plupart des IUN ont obtenu une appréciation « excellent » ou « satisfaisant », même si un petit nombre d'IUN a reçu l'appréciation « insuffisant ». Au regard de ces résultats, le CEIUN conclut que les performances des IUN ont été globalement satisfaisantes ou correctes.
- 4 Durant la période des premiers OMT/PMT, on a également observé de nombreux problèmes et difficultés relatifs au système des IUN. En effet, le CEIUN signalait des problèmes tels que le nombre d'entrants significativement supérieur ou inférieur au nombre de postes déterminé, la complexité de la prise de décision en raison d'une multiplication des structures administratives, et l'imperfection du dispositif de gestion de crise. On s'est interrogé sur la formulation des consensus au sein de l'IUN et sur un dysfonctionnement des organes centraux, notamment dans de grandes universités, ainsi que sur l'inadéquation des compétences managériales du personnel administratif. La centralisation de l'administration tend en effet à abaisser le degré de consensus au sein de l'université, au risque d'augmenter les tensions internes. Pour ce qui est des trois conseils centraux, seuls 30 % des IUN déclarent que ces derniers fonctionnent bien et 19 % répondent qu'aucun conseil ne fonctionne bien (43 % pour les anciennes universités impériales).
- 5 En particulier, le passage à la logique de marché a suscité de nombreuses interrogations. On a noté une plus grande fracture financière entre les IUN dans le contexte de la réduction continue de la dotation de l'État et de l'augmentation parallèle des financements concurrentiels (cette augmentation est inférieure à la première). Ces changements ont affecté les IUN très inégalement. Si les sources de financement des grandes universités, en particulier les anciennes universités impériales, sont diversifiées de manière plutôt équilibrée, certains types d'IUN, notamment celles de formation des maîtres, dépendent essentiellement de la dotation de l'État et des droits de scolarité, et ce sont elles qui sont en grande difficulté financière. Les financements concurrentiels et les ressources provenant des collaborations avec l'industrie tendent à se concentrer sur un petit nombre d'IUN. En 2004, les dix IUN les plus importantes en termes de ressources externes ont reçu 61 % des crédits totaux de cette catégorie. En termes de recherche conjointe, en 2008, les dix premières IUN (mesurées par le montant reçu) ont recueilli les deux tiers des ressources provenant de l'industrie. Par conséquent, dans le cas de la chimie, si les dix plus grandes IUN ont vu leurs crédits d'enseignement et de recherche par enseignant progresser de 54 % entre 2003 et 2008, ceux des autres ont reculé de 20 %. En outre, la mise en concurrence a augmenté la charge administrative et réduit le temps de travail consacré à la recherche. Nombre d'études désignent les formalités pour obtenir des fonds compétitifs et l'évaluation comme la principale raison de cette augmentation du temps occupé aux tâches administratives.
- 6 Au demeurant, ce passage à la logique de marché a entraîné des difficultés en matière d'évaluation. Contrairement au projet du système des IUN, la répartition de la dotation de

l'État de la période des deuxièmes OMT/PMT (en vigueur à partir de 2010) n'est toujours pratiquement pas sur des critères de performance, principalement à cause d'une complexité de l'évaluation institutionnelle des IUN, dont les missions et activités sont très hétérogènes. Celle-ci fait l'objet de nombreuses critiques, notamment concernant la méthodologie.

- 7 En définitive, il est évident qu'en tirant profit d'une autonomie élargie, les universités nationales ont entrepris de nombreuses réformes pour mieux répondre aux besoins de la société et que certaines d'entre elles ont porté des fruits. Aujourd'hui, la plupart des partenaires s'accordent pour dire que le système des IUN est meilleur que l'ancien régime dans lequel les établissements faisaient l'objet d'un contrôle *a priori* strict de l'État. Les critiques à l'égard de la réforme portent essentiellement sur les modalités de mise en œuvre du système, notamment concernant le financement et l'évaluation. Toutefois, les universités doivent assumer leur responsabilité dans un environnement moins stable, où le financement public décroît et où les services publics font continuellement l'objet de réformes administratives. Dans le même temps, la logique de marché a ses limites et le système des IUN est très perfectible. Il importe d'approfondir la réflexion sur le système d'enseignement supérieur aux niveaux national et régional ainsi qu'au sein des établissements pour améliorer sa configuration.

BIBLIOGRAPHIE

OBA J. (2010) : L'autonomisation des universités nationales au Japon : les impacts de la réforme de 2004. *Ebisu*, 43, 83-120.

INDEX

Mots-clés : enseignement supérieur, évaluation, université

Index géographique : Japon

AUTEUR

JUN OBA

Jun Oba est maître de conférences à l'Institut de recherches pour l'enseignement supérieur (RIHE), de l'Université d'Hiroshima, au Japon. Il a publié de nombreux travaux en japonais, français et anglais sur le système scolaire, l'administration éducative, le financement de l'enseignement, la gestion des institutions d'enseignement supérieur, l'amélioration des enseignements universitaires, le rôle du gouvernement en éducation.